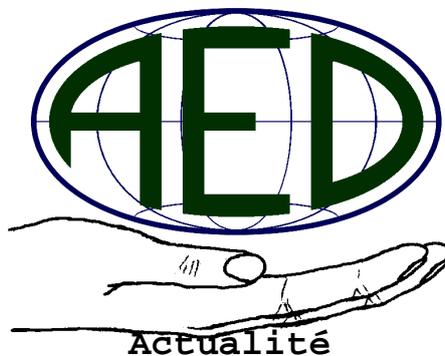


<https://www.economiedistributive.fr/Blackrock>



Blackrock

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2018 - N° 1198 - juin 2018 -

Date de mise en ligne : lundi 10 décembre 2018

Date de parution : juin 2018

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La logique du système capitaliste aboutit à ceci : une société financière, créée il y a 30 ans, dispose aujourd'hui de plus de fonds que la somme des PIB de l'Allemagne et de la France. Comment l'humanité pourra-t-elle survivre face à une telle puissance économique dont l'unique objectif est sa "croissance" ?

Sommaire

- [Une double révolution](#)
- [La démocratie est écrasée par \(...\)](#)

Sauf indications contraires, les informations contenues dans l'article ci-dessous reposent sur un article publié le 8/5/2018 sur le journal en ligne Médiapart « Blackrock : ce Léviathan de la finance qui pèse sur les choix européens » par le journaliste d'investigation Jordan Pouille, sur diverses bases de données du journal, ainsi que sur le site Corpnet qui rassemble un groupe de chercheurs étudiant les réseaux de contrôle et d'influence des grandes entreprises dans le capitalisme mondialisé contemporain.

À noter que Jordan Pouille est membre du collectif Investigate Europe comprenant 10 journalistes indépendants qui mènent des enquêtes en Europe, publiées ensuite dans leurs pays respectifs.

Depuis toujours les hommes de pouvoir, rois, empereurs, Führer en tous genres, ont souhaité afficher leur puissance : arcs de triomphe, parades militaires, palais somptueux destinés à flatter leur mégalomanie, à impressionner le peuple et à intimider les ennemis potentiels extérieurs et intérieurs.

Mais les temps de changement chaotique que nous vivons ont donné naissance à une autre race de dominants, des pouvoirs de l'ombre se cachent dans les coulisses du grand théâtre mondial, des pouvoirs à la fois tentaculaires et souterrains. Ces influences occultes et délocalisées peuvent être qualifiées de "rhizomatiques" en ce sens qu'elles s'apparentent à ces plantes vivaces, comme l'iris, qui poussent des tiges souterraines (ou rhizomes) à partir desquelles naissent des bourgeons surgissant au dehors sans lien apparent avec l'organisme d'origine. Pour illustrer ce qui précède il n'est probablement pas de meilleur exemple qu'un personnage totalement inconnu du grand public : Laurence Fink.

Né en 1952 aux États-Unis d'un père marchand de chaussures et d'une mère professeure de littérature, L. Fink dirige depuis sa création en 1988 le fonds d'investissement Blackrock. Cet organisme financier, qui emploie 13.900 personnes dans une trentaine de pays, possède la puissance des États les plus riches de la planète et gère à ce jour la somme colossale de 6.300 milliards de dollars (M\$ en abrégé). Si l'on considère le classement des pays du monde en fonction de leur PIB, Blackrock se trouve en troisième position derrière les États-Unis (20.200 M\$) et la Chine (13.119 M\$), mais devant le Japon (5.063 M\$), l'Allemagne (3.935 M\$) et la France (2.766 M\$).

Blackrock fait partie des trois fonds d'investissement surnommés "the Big Three" (State Street, Vanguard et Blackrock) qui sont, directement ou indirectement par des filiales, les actionnaires principaux de 88% des 500 plus grandes entreprises américaines cotées en Bourse, rassemblées dans l'indice S&P 500 [1] et de 40% de l'ensemble des sociétés présentes à Wall Street. On retrouve ainsi the Big Three comme actionnaires principaux chez Apple (17,28%), Microsoft (24,30%), Mac Donald (29,19%) et dans les grandes compagnies aériennes, American Airlines,

Delta Airlines. En Europe, Blackrock a investi massivement au Royaume-Uni pour un montant global de 240.000 millions de \$ (m\$ en abrégé) dans 875 entreprises ; en Allemagne les scandales financiers qui ont secoué la Deutsche Bank (1ère banque allemande) et lui ont coûté la bagatelle de 15 milliards d'euros depuis 2012, ont rendu nécessaire une importante recapitalisation entraînant la prise de contrôle de la banque par le conglomérat chinois HNA, un groupe d'investisseurs qatari et Blackrock ; en France, ce dernier détient des participations dans 173 entreprises parmi les plus représentatives, pour un total d'environ 100.000 m\$: 11,10 % du groupe chimique Arkema S.A, 10,68 % d'Eiffage (travaux publics), 9,66 % de Casino, 9,03 % de Safran (aéronautique, espace, défense), 8,11 % des laboratoires Sanofi. Globalement on peut estimer que Blackrock détient des participations significatives dans 17.000 sociétés dans le monde, au sein desquelles il exerce une influence souvent décisive.

Pour comprendre le développement foudroyant de Blackrock il faut remonter quelques années en arrière, en 2008, lorsqu'éclate la crise dite des "subprimes" qui faillit emporter le système monétaire international. À Wall Street c'est la panique, personne ne sait plus ce qui se cache dans les innombrables portefeuilles financiers, ce qui est ou non toxique. Or il s'avère qu'au-delà de son immense expérience, Blackrock dispose d'un outil de gestion des risques ultra sophistiqué dénommé "Aladin" qui permet de connecter les banques de données pour en extraire les informations essentielles. Blackrock va donc être mis à contribution (moyennant finances, évidemment) par les États de la planète pour analyser la position des établissements financiers de niveau systémique qu'ils jugent indispensable de sauver. Aux États-Unis il s'agira de faire un audit très poussé de sociétés aussi importantes que la Banque Bear Stearns, le géant de l'assurance American International Group, les spécialistes du crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac...

Mais la grande affaire pour Blackrock va se dérouler en Europe : rien moins que le sauvetage de l'Irlande où la situation est tout simplement catastrophique. Submergé sous les dettes, ce pays ne doit sa survie qu'à un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros consenti par l'Europe et le FMI. Nul ne connaît alors les besoins d'actifs des six principales banques du pays que Blackrock va donc être chargé d'analyser en profondeur. « Ce fut véritablement une mission gigantesque qui nous a beaucoup appris » déclarera Larry Fink au terme de l'étude.

Effectivement, grâce aux informations recueillies, Blackrock investira simultanément pour 162 milliards d'euros en Irlande dans des sociétés devenues soudain profitables car renflouées par les deniers publics.

Mais bientôt, c'est la Banque Centrale des Pays-Bas qui appelle Larry Fink au secours : affolé, le gouvernement demande à Blackrock d'analyser le portefeuille de prêts d'ING, la principale banque nationale, puis le patrimoine immobilier de l'ensemble des banques néerlandaises.

Le fait que les plus riches États de la planète soient forcés d'en appeler à une entité privée pour sauver l'économie mondiale met en lumière leur impuissance et permet de mesurer l'ampleur du transfert de pouvoir qui s'est subrepticement mis en place. Pour développer durablement ses activités en Europe, Blackrock doit aussi s'assurer le concours de personnalités influentes dans les milieux d'affaires et de la finance. Au Royaume-Uni le principal conseiller de Blackrock se nomme Georges Osborne qui fut de 2010 à 2016 le Ministre des finances de David Cameron et dirige aujourd'hui la rédaction de l'Evening Standard ; en Allemagne Friedrich Merz, ancien chef du groupe parlementaire de la CDU, a été choisi ; en Suisse, Philippe Hildebrand, ancien patron de la Banque Centrale, représente Blackrock.

En France, Jean-François Spirelli est le PDG de Blackrock France. Cet énarque fut le conseiller économique de Jacques Chirac, puis Directeur de cabinet adjoint de Jean-Pierre Raffarin et en 2004 il prend la direction de Gaz de France qu'il mènera à la privatisation. Il n'est pas sans intérêt de savoir que le représentant de Blackrock en France est aujourd'hui membre du "Comité Action Publique 2022" créé par Édouard Philippe pour définir les contours des services publics de demain... On notera aussi que Spirelli et notre Ministre de l'économie, Bruno Lemaire, se rencontrent régulièrement et discrètement pour la mise au point du projet de loi "Pacte relatif à la croissance et à la

transformation des entreprises", un fourre-tout dont ce gouvernement a le secret, qui vise principalement à entamer la privatisation de notre système de retraites en ouvrant aux fonds de pension les retraites complémentaires des cadres [2]. Par ailleurs, Emmanuel Macron, en petit serviteur zélé de l'oligarchie, a déjà rencontré deux fois Larry Fink depuis le début de son mandat. Enfin à Bruxelles le lobbying est bien évidemment intense et Blackrock a été reçu pas moins de 33 fois par des membres de la Commission entre novembre 2014 et mars 2018.

Une double révolution

En fait, nous avons assisté, ces trente dernières années, à une double révolution, à la fois culturelle et politique, mais sans vraiment en mesurer l'ampleur et la violence.

Une transformation radicale de notre vision sociétale tout d'abord, en ce sens que les solidarités qui depuis l'aube des temps régulaient les groupes humains, se délitent sous nos yeux pour faire place à une multitude de "particules élémentaires" qui interagissent entre elles ponctuellement et brièvement en fonction du hasard et des circonstances. C'est le mythe de l'individu contemporain, rationnel, maître de son destin, entrepreneur de lui-même, tout entier tourné vers sa "réussite" personnelle qui, évidemment, est avant tout matérielle. C'est ce qu'Emmanuel Macron, en bon perroquet de ses maîtres, répète à l'envi avec une franchise désarmante « il y a les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien » [3], « il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires » [4].

L'ordre social qui en découle ne connaît plus le sens du terme "commun", qui sous-tend la recherche de l'intérêt général, d'une "vie bonne" pour le plus grand nombre. Le système de santé, l'enseignement, les retraites ne sont plus alors que des sources de profits potentiels qu'il convient donc de confier à la gestion privée, considérée comme plus efficace.

Exemples

" le projet de Center Park à Roybon dans l'Isère, qui vise à installer une activité touristique commerciale dans une zone naturelle jusqu'ici épargnée (cf. le journal de l'écologie en ligne Reporterre).

" l'implantation au Kérala en Inde d'une usine d'embouteillage de Coca-Cola qui pompe quotidiennement 2 millions de litres d'eau et menace ainsi les nappes phréatiques (cf. le site internet de la revue Altermonde).

Par ailleurs, toute ressource naturelle doit initier un profit : une forêt est perçue comme une réserve de bois, une montagne doit être utilisée comme domaine skiable, une région pourvue de paysages et/ou de vestiges historiques remarquables appelle une "mise en tourisme" lucrative, un bassin hydrologique abondant permet d'élaborer des plans de commercialisation d'eau en bouteilles sur une vaste échelle...

La multitude a aujourd'hui largement intériorisé cette vision purement utilitariste de l'organisation du monde, ce qui explique la diffi-culté grandissante à mobiliser contre l'extension infinie du domaine du profit [5].

La démocratie est écrasée par des pouvoirs incontrôlables

Sur le plan de l'organisation politique, nous avons, en toute inconscience, laissé se développer des pouvoirs incontrôlables qui ont en quelque sorte phagocyté nos processus démocratiques, déjà bien chancelants.

Entre le secteur privé et le personnel politique élu, il ne s'agit plus seulement de porosité mais d'une réelle osmose, ce qui ravale les élections à des théâtres d'ombres sans portée réelle.

Un homme comme Larry Fink, comme les autres membres de l'oligarchie, se place résolument au-dessus des pouvoirs politiques officiels et accorde son appui au gré de ses intérêts du moment : en 2008 Fink soutenait Obama, et aujourd'hui il fait partie du Conseil économique de Donald Trump. Ainsi se trouvent réalisés les vœux exprimés en 1999 par David Rockefeller devant le Groupe de Bilderberg (voir encadré ci-dessous) « Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire ». Le contrat limité dans le temps, et qui ne reflète qu'un rapport de force entre un petit nombre de contractants, se substitue ainsi à la loi votée par des délégués élus et s'appliquant à tous. Nous faisons alors un bond en arrière, qui nous ramène aux derniers jours de la République de Weimar lorsque le juriste allemand Karl Schmitt développait une philosophie du pouvoir qui devait inspirer les idéologues nazis : « Sera souverain strictement, celui qui a la force d'imposer sa volonté dans l'histoire de manière décisive et ce, sans devoir nécessairement répondre d'une constitution étatique, ni être soumis à un quelconque contrôle » [6].

Avec Blackrock et ses semblables nous avons une illustration presque parfaite de cette vision politique du monde.

Post-scriptum :

Le groupe de Bilderberg est un "groupe de réflexion" composé d'environ 130 représentants de l'oligarchie mondiale (dirigeants de multinationales ou de grands groupes financiers, décideurs politiques...) qui se réunit chaque année pour débattre à huis clos (la presse n'est pas admise) des orientations de la politique mondiale. Le groupe tire son nom de l'hôtel Bilderberg à Oosterbeek aux Pays-Bas où s'est déroulée, en 1954, la première rencontre. C'est largement à Bilderberg et aussi au Forum de Davos que se décide de manière occulte et sans la moindre légitimité l'avenir de la planète. J'ai déjà abordé à deux reprises cette thématique réellement cruciale qui ne cesse, années après années, de se vérifier et de s'amplifier. Voir Les lobbies contre la démocratie, GR 1095, (février 2009) et Paradis très spéciaux, GR 1112, (août-septembre 2010).

[1] L'indice S&P est géré par Standard & Poor, l'une des trois grandes sociétés de notation financière.

[2] Retraites : la porte ouverte aux fonds de pension, par Laurent Mauduit - Médiapart le 9/4/2018.

[3] Phrase prononcée le 29/7/2017 lors de l'inauguration d'une "pépinière de start-up".

[4] Entretien avec le journal Les Échos le 7/1/2015. Macron était alors Ministre des finances de François Hollande.

[5] Sur l'extension du domaine du profit lire Enrichissement-Une critique de la marchandise, par les sociologues Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, éd. La Découverte, 2017.

[6] Cité par le sociologue Alain Denault dans Offshore, Paradis fiscaux et souveraineté criminelle, éd La fabrique, 2010.